

Le Comité pour la coopération économique en Europe étudia le fond du problème économique qui se posait aux nations d'Europe et dressa un plan de rétablissement quadriennal. Le rapport renfermait un tableau assez détaillé des objectifs de production et des besoins d'importation ainsi que l'énoncé du problème relatif aux paiements des biens et services expédiés Outre-Atlantique. Les divers pays participants s'engageaient dans le rapport à tout mettre en œuvre pour développer leur production nationale. On soulignait cependant qu'en raison de la dislocation et du bouleversement des économies, les États-Unis devraient fournir des secours considérables afin que l'Europe pût se maintenir sans une assistance extraordinaire de l'extérieur.

D'après le rapport du Comité pour la coopération économique en Europe, la valeur globale des marchandises requises de sources étrangères par les seize pays participants et l'Allemagne occidentale se chiffrait par environ 57 milliards de dollars, répartis assez uniformément sur la période 1948-1951. Au surplus, les besoins en dollars proprement dits étaient estimés à 1.7 milliard. Bien que le rapport fit remarquer avec insistance que toutes les prévisions étaient purement approximatives et explicatives, elles étaient considérées par plusieurs observateurs des États-Unis comme trop optimistes. Au milieu de 1947, l'allure du relèvement en Europe avait déjà commencé à ralentir. Les conditions du commerce dans les pays participants ont notablement empiré depuis que le rapport du Comité pour la coopération économique en Europe a été présenté. Les besoins d'importation indiqués dans le rapport représentaient donc le strict minimum requis pour assurer le relèvement économique de l'Europe.

Dans l'intervalle, le président des États-Unis, M. Truman, désigna en juin 1947 trois comités chargés d'étudier respectivement les besoins des nations européennes, les effets des secours envisagés sur les ressources des États-Unis, ainsi que les conséquences pour l'économie nationale des États-Unis de toute aide autorisée. Le premier de ces comités, qui se composait d'un groupe d'économistes et d'hommes d'affaires éminents, était présidé par M. Averill Harriman, alors ministre du Commerce. Ce comité fit rapport sur «le rétablissement de l'Europe et l'aide des États-Unis.» Le comité félicita les auteurs du rapport du CCEE d'avoir insisté sur la nécessité de stabiliser la monnaie en Europe et de tempérer les restrictions commerciales. Le comité trouva peu fondée la thèse selon laquelle les objectifs fixés dans le rapport de Paris étaient excessifs. Néanmoins, certaines suppositions fondamentales énoncées dans le rapport ne furent pas jugées tout à fait conformes à la réalité. Ainsi, on pensait qu'il n'avait pas été complètement tenu compte des effets inflationnaires que pourrait avoir l'expansion des usines et de l'outillage en Europe. Il apparut en outre que les États-Unis ne pourraient pas fournir l'acier, le pétrole et maints autres produits que le rapport de Paris considérait comme indispensables. Il y avait lieu de réduire les estimations d'importation faites à Paris, surtout parce que les marchandises manquaient. Le rapport déclarait que, dans leur propre intérêt, les États-Unis devraient financer en grande partie le découvert subi par l'Europe dans ses transactions avec d'autres pays d'Amérique. Il faudrait demander à l'impôt et non à l'emprunt les fonds nécessaires pour acquitter d'autres secours américains à l'Europe. Il importerait de garder dans le Trésor des États-Unis un excédent suffisant pour parer à la période d'inflation. Il serait indispensable, au moins durant la première partie de la période d'application du plan, d'instituer des programmes de conservation volontaire aussi bien que